



## Terrorisme au Mali

# Sur quoi Dialoguer ?



**Dialoguer avec les djihadistes : IBK a l'ccord total" et "soutien ferme" du CSDM**



**Dialogue avec les djihadistes : IBK a-t-il désavoué ses ministres ?**

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

<b>Une</b>	Terrorisme au Mali : Sur quoi Dialoguer ?	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	Radio et sport : Un élément capital sur deux stations	<b>P.9</b>
	Guerre anti-terroriste : Pourquoi les véhicules Kia émergent du lot ?	<b>P.9</b>
	Tempête d'Insécurité au Mali : Le Capitaine Abdoulaye Touré est-il encore en vie ?	<b>P.10</b>
	Octroi de la 4e licence de téléphonie : Le ministère de l'Économie numérique et de la Prospective dément	<b>P.10</b>
	École malienne : Et si on décrétait une année blanche?	<b>P.10</b>
	L'Ancien ministre Mohamed Aly Bathily aux populations de Kati: «Ne votez pas pour les candidats de l'ADEMA, de l'URD et du RPM»	<b>P.11</b>
	Affaire de compte twitter de la présidence de la République : Tiégoum Boubeye Maiga condamné et N'deye Sissoko déboutée	<b>P.11</b>
	Rebondissement dans l'affaire du maire du District : Adama Sangaré reste en prison	<b>P.12</b>
<b>Actualité</b>	COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI, 12 FEVRIER 2020	<b>P.14</b>
	BANDIOUGOU DANTE, PRESIDENT DE L'URTEL : « La diversité, c'est aussi l'ouverture sur l'autre »	<b>P.15</b>
	Centre Hospitalier et Universitaire Gabriel Toure : La morgue fait peau neuve !	<b>P.16</b>
	Crise scolaire : Un problème sans fin	
	Grogne sociale : Les syndicalistes de la Police nationale en sit-in les 14, 21 et 28 février devant le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile	<b>P.18</b>
<b>Politique</b>	Micro-trottoir-Élections législatives 2020 : A Kayes, voter ou ne pas voter ?	<b>P.19</b>
	Dialogue avec les djihadistes : IBK a-t-il désavoué ses ministres ?	<b>P.20</b>
	Modibo Sidibé : Non au dialogue avec les djihadistes	<b>P.22</b>
	Dialoguer avec les djihadistes : IBK a l'« accord total » et « soutien ferme » du CSDM	<b>P.24</b>
<b>Culture &amp; société</b>	La 33ème session ordinaire de l'Union africaine : Cap sur la renaissance culturelle africaine	<b>P.26</b>
<b>International</b>	Ter et Autoroute à péage : Macky Sall met en garde la France	<b>P.27</b>
	Coopération : Plus de 545 milliards investis par le Canada au Sénégal depuis 1960	<b>P.27</b>
	L'entrée de sa résidence bloquée : Cellou Dalein comme en résidence surveillée	<b>P.28</b>
<b>Sport</b>	Bamako accueil le Grand Prix de l'intégration : Une première dans l'histoire du sport malien	<b>P.29</b>
	CAN tous les quatre ans : Samuel Eto'o rejette l'idée	<b>P.30</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

**P.9**



**P.17**



**P.19**





## Terrorisme au Mali : Sur quoi Dialoguer ?

Il y a peu, l'idée d'un dialogue entre le Gouvernement du Mali et les terroristes Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa était battue en brèche par Ibrahim Boubacar Kéïta. Dialoguer avec les terroristes est également rejeté par la France qui est un partenaire stratégique du Mali et du Sahel dans la lutte contre le terrorisme. C'est l'ancien Président de la Transition de 2012, nommé Haut Représentant du Président de la République pour les régions du centre, Professeur Dioncounda Traoré, qui a levé le voile, il y a quelques semaines, sur l'entame d'un dialogue avec les chefs terroristes, en déclarant que des émissaires avaient déjà été envoyés aux chefs terroristes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) et de la katiba de Macina, respectivement Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa. Des journaux relayant ce qui serait des propos de Tiébilé Dramé, ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale du Mali, avaient écrit que l'initiative de Dioncounda Traoré n'engageait pas le Gouvernement. Et voilà que le Président IBK confirme sur une radio étrangère sa volonté de dialoguer avec ceux qui endeuillent les Maliens

à travers des attaques meurtrières contre les Forces armées maliennes (FAMA) et les populations civiles du centre. Si l'idée d'un dialogue avec les terroristes est une des recommandations du récent Dialogue national inclusif (DNI), on se demande sur quelles bases un tel dialogue va se nouer. En effet, la terreur que sèment Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa au Mali vise l'instauration de la Charia en République du Mali, l'abandon de la laïcité, en somme les

bases d'une République islamique au Mali. Il s'agit là de la mise en cause fondamentale de la République du Mali.

Le dialogue est au Mali une vertu cardinale. Tous les conflits, quelles que soient leur intensité et leur gravité, se terminent toujours dans le vestibule du chef de village, sous le toguna ou sous le grand arbre. Des mécanismes traditionnels de gestion des conflits soutenus par des personnalités respectées de tous sont alors mis en branle qui arrivent toujours à bout des conflits même quand le sang a coulé. C'est donc tout à fait normal que le DNI qui vient de se tenir au niveau national à Bamako en décembre 2019 a recommandé au Président de la République d'engager un dialogue avec les terroristes Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa qui sont considérés avant tout comme des Maliens, donc





des frères.

On comprend donc la décision d'IBK d'entamer un dialogue avec Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa puisque le Chef de l'État s'est engagé à traduire en actes les recommandations du DNI dans un rapport qui lui a été remis par les membres du Triumvirat et le Président de la Commission d'organisation. D'après certaines sources, le retour des missions dépêchées par Dioncounda Traoré n'est pas encourageant dans la mesure où Amadou Koufa, pour sa part, exigerait l'application inconditionnelle de la charia et le départ de toutes les troupes étrangères du Mali comme préalable à tout dialogue. Voilà le goulot d'étranglement absolument insurmontable. On ne voit pas quel dialogue peut s'instaurer sur une telle base qui met en cause les fondements mêmes de la République du Mali. Cette détermination à changer la Loi fondamentale du Mali n'est pas nouvelle. Elle a été celle des terroristes depuis 2012. L'application de la charia dans toute sa rigueur est le but recherché par Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa et on ne voit pas ce qu'IBK a à négocier devant une telle exigence. Le chef du GSIM et de la katiba du Macina seront d'autant plus exigeants et intransigeants sur la question qu'ils sont en situation de force par rapport à l'État malien. En effet, les deux chefs terroristes démontrent depuis plusieurs mois qu'ils sont maîtres du terrain, frappant les FAMA à leur guise et endeuillant chaque semaine la nation malienne par la perte toujours plus élevée dans les rangs des soldats maliens, presque impunément. Stratégiquement, la tentative de nouer le dialogue, maintenant, apparaît comme un aveu de faiblesse de la part de l'État malien. Dans cette guerre asymétrique qui lui est imposée, c'est le Mali

qui est déstabilisé et les chefs terroristes le savent pertinemment, sans que rien militairement ne présage d'un changement dans le rapport des forces sur le terrain. Aux attaques terroristes toujours plus meurtrières, le Gouvernement procède, inlassablement, à la diffusion de communiqués de condamnation d'actes « barbares et ignobles ». Jamais les nombreuses tueries des militaires et populations civiles n'ont été suivies de représailles de la part des FAMA à la hauteur des actes commis. Dans ces conditions qu'est-ce que l'État du Mali a d'autre à dire aux chefs terroristes que « S'il vous plaît arrêtez de massacrer nos militaires qui sont vos frères, faisons la paix » ? Ce n'est pas le langage de nature à émouvoir les terroristes si tant est qu'ils soient sujets à émotion. Se demande-t-on d'où vient le financement de toute cette logistique qui fait que les terroristes semblent supérieurs aux FAMA et quelles sont les motivations profondes des pourvoyeurs de fonds ? L'enjeu est immense au Mali et Iyad Ag

Ghali et Amadou Koufa ne sont que des pions qui ne signeront avec le Mali aucune paix qui mette en cause les inestimables ressources dont ils disposent pour déstabiliser le Mali et toute la sous-région.

Dans la guerre, c'est toujours la partie faible qui recherche le dialogue. Et la partie faible dans le conflit qui meurtrit nos cœurs c'est l'État du Mali. Plus nous infligerons des pertes énormes à l'ennemi de manière à le déstabiliser sur le terrain plus forts nous serons pour engager alors le dialogue. On se souvient que c'est le Gouvernement du Mali qui a demandé et obtenu le cessez-le-feu après l'attaque de Kidal par les FAMA, en mai 2014, suite à la visite du Premier ministre d'alors, Moussa Mara. Les pourparlers qui ont suivi ont abouti au scandaleux Accord pour la paix et la réconciliation signé à Bamako en mai et juin 2015 où le Mali a vendu son âme aux séparatistes de Kidal. Rien n'indique, dans les circonstances actuelles, que le Mali engrangera des bénéfices dans ce dialogue avec Iyad Ag Ghali et Amadou Koufa, si jamais dialogue il y a. Certes le Gouvernement du Mali a ses raisons en voulant engager le dialogue avec les deux chefs terroristes. Cependant, ses partenaires nigériens et burkinabés restent fermes dans leur refus de dialoguer avec les terroristes. Dans cette guerre asymétrique qu'aucun pays du Sahel ne saurait gagner seul, la solidarité est plus que jamais nécessaire. Et cette solidarité exige aussi la mutualisation des efforts, des politiques et des stratégies pour espérer vaincre un jour la menace contre les pays du Sahel et de toute la sous-région occidentale de l'Afrique.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



## Aboubacar Korera



Elections Législatives : Une prise de conscience par la jeunesse Kaysienne, nous disons non aux gens qui nous ont mis en retard pendant 20 ans juste pour les intérêts personnels.

Alors n'acceptons de voter, ni pour les personnes qui cherchent une immunité à travers les législatives pour échapper à la justice, ni pour les politiques corrompus qui acceptent de corrompre n'importe comment juste pour fleurir leurs affaires et garder leurs sièges.

Votons pour un programme, votons pour le changement car l'heure des plaintes stériles est déjà passée, il est temps de prendre notre destin en main.

Donc "WATI SERA"

Ma carte d'électeur n'est pas à vendre

## Drissa Arama



JEUNESSE ET EXCELLENCE: CAS DE MOUSSA MARA:

Diplôme d'étude supérieure, comptable et financière à 21 ans!

Diplôme d'Expert Comptable à 25 ans!

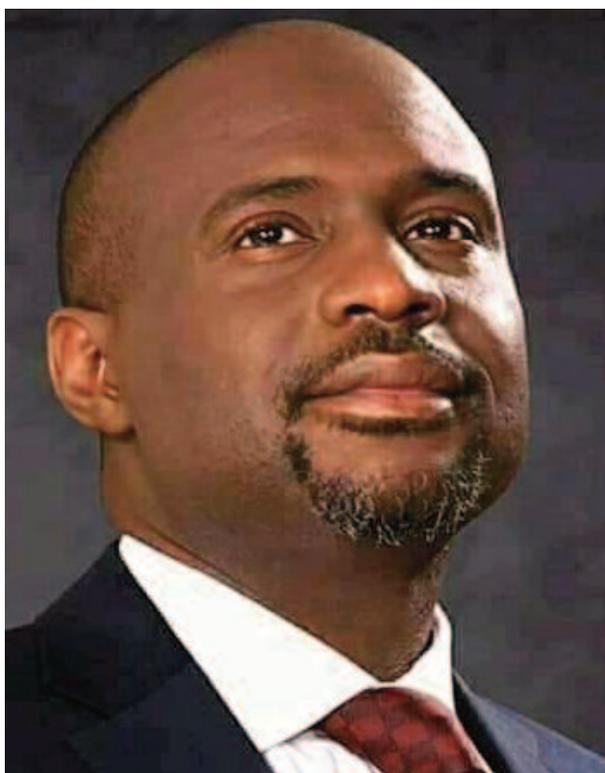
Directeur associé du plus grand cabinet d'expertise comptable du Mali à 26 ans!

Secrétaire Général de l'ordre des Experts comptables à 27 ans!

Maire à 34 ans!

Ministre à 38 ans!

Premier Ministre à 39 ans.



## Konimba Sidibé



Candidats liste MODEC-URD-ADP Maliba législatives 2020 pour le cercle de Dioïla de gauche à droite:

Bakary Fomba URD

Korotoumou Coulibaly URD

Konimba Sidibé MODEC

Mamou Diallo MODEC

Daouda Coulibaly ADP Maliba



## Elhadj Djimé Kanté



Au Conseil de Ministre de ce 12 février, Le Ministre de l'Education Nationale, de L'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique change l'ensemble de son personnel. Du Ségala au chef de Cabinet en passant par les conseillers et les chargés de Missions. Les anciens étaient-ils tous mauvais ?

## Moussa Yoro Diall



Moussa Yoro Diallo est avec Badra Aly Sidibé et 25 autres personnes.

HONORABLE MOUSSA TIMBINÉ EN HUMANITAIRE EN COMMUNE V DU DISTRICT DE BAMAKO :

Nous sommes ici en direct de la maison de la femme de Sabalibougou pour la cérémonie de don de vivres, 3<sup>ème</sup> édition.

Depuis le 17 décembre 2017, l'honorable Moussa Timbiné s'est fixé comme objectif de venir en aide aux femmes des associations religieuses : musulmanes, catholiques, protestantes de la Commune V. Ce don se fait pendant les Maouloud (naissance, baptême), Achoura, Ramadan.

Aujourd'hui, le président Moussa Timbiné a offert 30 tonnes de riz aux femmes, aux chefs des quartiers de la Commune V, aux Imams. L'ensemble des associations religieuses de femmes, les chefs de quartiers, les Imams, les églises ont fait des bénédictions et réitéré leur soutien et accompagnement à Moussa Timbiné pour atteindre ses objectifs.

## RFI Afrique

Depuis que Gianni Infantino, le président de la FIFA, a rendu ses recommandations pour réformer le football africain, le torchon brûle entre la CAF et l'instance mondiale du ballon rond.



## MALI MALIN

PM Boubou Cissé : " je préfère démissionner que de m'asseoir avec les enseignants à nouveau"  
De sources proches des syndicats de la synergie, le premier ministre malien Boubou Cissé a fait cette confidence très osée ce mardi 11 février 2020 à Bamako.



Sommé pour certains à trouver une solution avant la fin de première quinzaine de février 2020, le premier ministre qui semble ne pas être disposé à tenir promesse, a eu le culot d'aller jusqu'à l'affrontement verbal avec les enseignants. Or, il était convenu qu'une réunion entre lui et ces derniers se tienne mercredi.

Selon nos sources, l'enregistrement dans laquelle Boubou a exprimé cette déclaration osée existe. Et, elle sera publiée pour que les Maliens entendent la vérité, la posture de ce jeune Premier ministre sans compétence, nommé par accident à la tête d'une institution considérable de l'état. Mais, à ce stade, la balle est dans le camp d'IBK son mentor.

La Rédaction

## Amadou Tall

Les #5000.000.000.000 (#himalaya d'argent ) que #IBK a dit qu'il a ramené de #Chine sont passés où?



Ni IBK et ni aucun de ses partisans ne disent plus rien là dessus. Alors qu'à l'époque, ils nous ont pompé l'air avec sa. On ne pouvait plus parler sans être taxé de #NIENGO, de #FASSODÉNDJOUGOU et d'apatride. Ils sont muets depuis.

#IBK EN EL #CHINE:

IL SERAIT REVENU AVEC UN HIMALAYA D'ARGENT-

Mais, dites moi donc: qu'est elle devenue cette montagne mahousse d'argent que le PR aurait ramené de Chine en novembre?

Informé de la bonne nouvelle, tout le Mali était sorti accueillir le HERO. De l'aéroport à chez lui (20 kilomètres?).

Même que mecontant, le FMI et les autres avaient décrété un embargo financier hermétique contre le Mali.

Mais depuis, on en parle absolument plus de cette quantité incroyable d'argent venue de Chine. IBK a tout bouffé seul?

## Présidence de la République du Mali

Rome | Rencontre avec la communauté malienne  
Le Président de la République a rencontré les ma-



liens d'Italie le 12 février 2020. Occasion pour le Chef de l'Etat d'échanger en toute convivialité avec ses concitoyens sur plusieurs sujets concernant la vie de la Nation

## Ministère de l'Économie Numérique et de la Prospective



Rencontre entre Madame le Ministre Kamissa CAMARA et les lauréats de la quatrième édition des TECH FRIDAYS.

Le Ministre a rencontré les lauréats et les représentants des incubateurs afin de procéder personnellement à la remise des lots. Elle a saisi l'occasion pour les encourager à continuer sur cette lancée. Cette rencontre lance également le ton pour l'édition spéciale des Tech Fridays pour les candidats des régions.

En effet, une édition leur sera dédiée entièrement afin d'encourager l'entrepreneuriat dans le numérique sur l'ensemble du territoire.

Le rendez-vous est ainsi donné pour le vendredi 27 mars 2020.



## Ministère de la Réconciliation Nationale



Session sur le Manuel de Mediation  
Prevention gestion et Resolution des conflits en partenaire Academie Folke Bernadotte FBA

#unicef Conseil d'administration de la première session ordinaire 2020. La reunion a fait le point des activités du programme au #Mali #Cuba #RDC #paraguay.

La représentante de l'UNICEF au Mali Madame Lucia Elmi a rappelé les efforts fait dans la prise en charge des enfants et indiqué qu'"a cause de la crise 3,5 millions d'enfants ont toujours besoin d'assistance.

L'Ambassadeur représentant permanent M. Issa Konfourou dans son intervention à salué l'excellente collaboration entre L'UNICEF et le gouvernement avant de rappeler l'importance de poursuivre dans la même dynamique.

En images L'Ambassadeur, la représentante de l'UNICEF et la repré-

sentante Afrique de l'Ouest et du Centre de l'UNI



### Ammy Baba Cisse

Je demeure convaincu qu'il faut avoir un minimum de dignité et de moralité dans tout ce que nous faisons ou disons. Dieu



Après la conférence des syndicats de police, la direction générale de la police aussi convie les journalistes demain.

### Malick Konate

Je n'étais pas sur place, mais je fais confiance Mamadou Klypsi Gamby. Arrêtez de gaspiller nos maigres ressources !



Mamadou Klypsi Gamby

1h · 🌐

Si quelqu'un connaît ce ministre pardon merci de lui dire que son chauffeur laisse le moteur tourner depuis plus d'une heure maintenant.

Osons juste croire que si on coupe le moteur la voiture ne démarrera plus, c'est la seule excuse plausible.

Présidence de la République du Mali Primature du Mali



PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

A base d'eau Supermont et de sucre Naturel

## Radio et sport : Un élément capital sur deux stations



**Le sport a toujours constitué un élément majeur de l'information dans les programmes radiophoniques. Nous avons étudié les programmes sportifs diffusés par les stations qui y consacrent un volume important de leur grille. Deux cas attirent notre attention à savoir la Radio Bamakan et Klédu.**

Sur les deux stations, le sport constitue un élément capital du programme. Sur Radio Bamakan, avec la retransmission des événements comme la Coupe d'Afrique et la Coupe du monde en passant par les matches interclubs européens, il occupe, depuis environ 18 ans, une place de choix.

L'étude des volumes horaires donne une vision plus précise de cette situation : sur la 100MHZ, 2 émissions hebdomadaires par semaine.

Sur Klédu, cinq émissions quotidiennes pour un volume horaire par semaine ;

Sur la radio Klédu, on relève un journal des sports quotidiens, ainsi qu'un multiplex traitant des compétitions de football et de rugby le week-end, l'année dernière.

Sur les deux stations, le football représente 60% des sujets abordés. La rédaction de Bamakan comporte quatre journalistes dont 2 animateurs, et la radio Klédu 7 journalistes dont trois animateurs ainsi que des correspondants dans les régions. Les matchs sont retransmis en direct et sont complétés par des débats animés par les auditeurs et les consultants à l'antenne. Le site internet de la station et les réseaux sociaux sont très utilisés pour nourrir l'information et les échanges entre animateurs et auditeurs.

Sur les deux stations, les émissions sont diffusées en journée et en soirée, le football représentant les deux tiers des thématiques abordées à l'antenne.

Créée le 13 septembre 1991, la radio Bamakan est une école en matière de retransmission des matches de football en langue nationale. A juste titre, les retransmissions sont couplées avec la touche d'humour de Sy Souleymane Sy et Abdoul Razack Minta assistés par le journaliste sportif chevronné Mamadi Diakité dit Ben Bareck. Il s'agissait pour eux de nous dévoiler comment est venue l'initiative de la retransmission des matches de football et aussi de nous mettre au parfum de leur façon de travailler. Contrairement à la Première radio libre du Mali, la Radio Klédu, émet presque l'ensemble des matches de football de la Ligue 1/Orange.

## Guerre anti-terroriste : Pourquoi les véhicules Kia émergent du lot ?



Les FAMa sont dotées en équipements de guerre, engins lourds et véhicules de transports de tout calibre. Parmi ces véhicules de transports et de combat, les Kia militaires se distinguent du lot. Ils sont particulièrement les engins de prédilection des militaires sur le terrain depuis l'éclatement de la crise au nord et au centre de notre pays. Selon un reportage de l'ORTM réalisé à Gao en 2012 sur les véhicules Kia militaires, ces engins de terrain de par leur qualité à s'adapter à toutes sortes de climat et spécialement conçus pour la guerre séduisent les militaires maliens et leur hiérarchie. Pourquoi ?

Ayant fait leur preuve sur le terrain depuis 2011 et à cause du choix fait par l'ensemble des FAMa depuis les camps et bases militaires de Sévaré, Gao, Tombouctou, Ménaka et Taoudenit, les Kia se sont imposés comme des véhicules de notre armée. Ils sont d'un entretien facile et peu coûteux, vitres rabattables. Les pièces de rechanges ne peuvent faire l'objet d'aucun trafic car, elles ne se trouvent pas sur un marché parallèle.

Ces engins se caractérisent par leur robustesse, leur adaptation aux climats désertiques, au transport des troupes avec 14 hommes à bord, leur autonomie en consommation de carburant avec deux réservoirs de plus de 100 litres chacun (750 Km) et surtout qu'ils sont capables de prendre à bord deux fusils d'assaut de 14.5 pour traquer à de longues distances l'ennemie. Le tireur confortablement installé fait ses tirs sans aucun dérapage et en roulant.

En dehors du Mali, les Kia sont utilisés dans d'autres champs de guerre comme au Niger, au Soudan du Sud, qui connaissent tous les deux les mêmes climats rigoureux que notre pays.

La Loi d'orientation et de programmation militaire (Lopmi), d'un coût de plus de 1 230 milliards de F CFA sur la période 2015-2019, a été adoptée pour l'achat des armements (fusils, munitions, engins lourds, véhicules et avions de transports des troupes, hélicoptères de combats, etc.), des effets militaires et indemnisation des victimes et leurs ayants droit. Il est temps que le Président IBK veille sur l'utilisation faite au centime près de cet argent, surtout que le chef suprême des Armées soit garant contre l'achat d'engins de piètre qualité.

■ Moussa Dagnoko

La retransmission des matches de football en langue nationale à la radio date de 1991. Cette pratique connaît aujourd'hui un grand succès auprès des amoureux de radio dont certains préfèrent au périt écran.

■ Ibrahim Sanogo

## Tempête d'Insécurité au Mali : Le Capitaine Abdoulaye Touré est-il encore en vie ?



**C**'est la question que tout le monde se pose dans le cercle familial, les compagnons d'armes et proches de sa famille. Le capitaine Abdoulaye Touré est-il encore en vie ?

Aucun signe de vie, aucun signalement sur le genre de groupes terroristes qui le détiendrait. Est-il oui ou non en vie ?

Enlevé le 30 septembre à la faveur de la surprenante attaque du camp de Boulkessi et le traumatisant massacre qui y avait été perpétré, l'on s'en est rendu compte au décompte final, que le capitaine Abdoulaye Touré, Chef de corps des bérets rouges de Djikoroni Para ne répondait pas à l'appel. À l'inquiétude des proches, amis et compagnons d'armes, la hiérarchie a tenu à rassurer en leur faisant comprendre qu'il est détenu par les terroristes et que des négociations en cours aboutiraient à sa libération, s'ajoute désormais la colère et le sentiment d'abandon. Pour cause, 5 mois après son enlèvement, le silence radio se rapportant à sa situation lourde et assourdissante persiste et oblige à la rupture d'un silence complice.

## École malienne : Et si on décrétait une année blanche?

**D**epuis quasiment plus de cinq ans l'école malienne est dans la tourmente d'une crise qui s'intensifie au fil des années sans qu'on n'y trouve une solution. C'est pourquoi on se pose la question : Et si l'Etat décrétait une année blanche?

<<L'École malienne est malade>> ces propos furent depuis longtemps un slogan attribué à l'école, aujourd'hui plus que jamais elle est mourante voire même agonisante. Dans le bras de fer que mènent le gouvernement et les syndicats des enseignants se trouve l'avenir de milliers d'enfants qui sont obligés de rester à la maison. D'un côté un gouvernement qui ne semble pas respecter ses engagements et de l'autre des enseignants revanchards qui veulent obligatoirement l'application d'une loi qui est le résultat d'un accord. Chacun reste dans sa tour d'ivoire et cela ne risque pas de décanter les choses. Vu la complexité de la situation, il serait judicieux d'envisager une alternative. Et si l'État décrétait une année blanche, histoire de poser des nouvelles bases qui solidifieront mieux l'école. Inviter tous les acteurs principaux de l'éducation malienne pour une meilleure gestion.

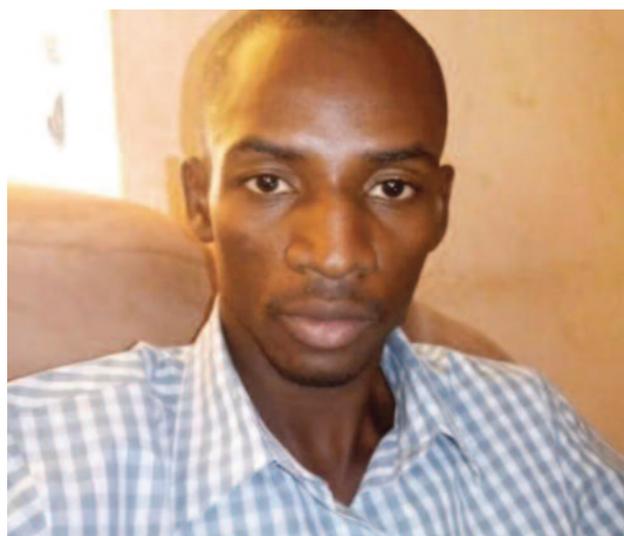
Il est temps qu'on cesse de sauver une année académique et qu'on

## Octroi de la 4e licence de téléphonie : Le ministère de l'Économie numérique et de la Prospective dément



**D**ans un communiqué publié sur le compte Facebook de Kamissa Camara, ministre en charge du domaine numérique, le 09 février, le ministère dément catégoriquement les rumeurs sur l'octroi d'une 4ème licence de téléphonie. Le ministère, dans son communiqué, déclare qu'il est impossible de donner un montant exact puisque ces licences n'ont pas été distribuées jusqu'à présent.

On retient du même communiqué que « le travail technique a été fait par le comité technique mis en place et l'autorité malienne de régulation des télécommunications et des postes qui ont procédé à l'examen des offres techniques depuis le mois de juin 2018 alors que madame la ministre Kamissa Camara n'était pas encore membre du gouvernement ». Il a aussi été rappelé que le ministère de l'Économie numérique et de la Prospective n'a pas le privilège de distribuer les licences de téléphonie, il est plutôt chargé de superviser la conduite du processus en relation avec l'AMRTP.



sauve véritablement l'avenir des enfants et de toute la nation car l'école c'est <<le socle sur lequel se construit l'avenir>>.

Il faudrait que tout le monde prenne sa responsabilité et se rende compte que l'école est le ciment de la stabilité sociale et qu'elle joue un rôle crucial dans la stabilité de l'État malien.

■ Hama Baba Cissé

## Affaire de compte twitter de la présidence de la République : Tiéguom Boubeye Maiga condamné et N'deye Sissoko déboutée



Le tribunal de grande instance de la commune III du district de Bamako a rendu son verdict hier, mardi 11 février 2020, dans l'affaire du tweet de Tiéguom Boubeye Maiga sur le compte de la présidence de la République du Mali. L'intéressé a été condamné à un an de prison avec sursis et le paiement d'une amende d'un franc symbolique. L'affaire de la publication sur le compte twitter de la présidence de la République est close et l'auteur, Tiéguom Boubeye Maiga, est retourné en famille hier, dans la journée. En effet, le tribunal de grande instance de la commune III du district de Bamako a rendu son délibéré, mardi dernier. L'auteur du tweet, Tiéguom Boubeye Maiga, qui a reconnu dès le début son tort et a défendu que c'était « une erreur de manipulation », a été condamné à un an de prison avec sursis et au paiement d'un (1) franc symbolique. « À défaut d'obtenir une relaxe pure et simple, nous nous contentons de ce sursis qui permettra à notre client de retrouver sa liberté et de rentrer à la maison pour s'occuper des siens », a déclaré Me Aliou Abdoulaye Touré, un des avocats de la défense, au sortir du tribunal.

Quant aux faits reprochés à Tiéguom Boubeye Maiga par la partie civile, ils ont été requalifiés par le tribunal. Au lieu de : « accès frauduleux à un système d'information et introduction frauduleuse de données dans un système bamada.net d'information », l'infraction retenue contre l'ancien patron de la cellule de la communication de la présidence de la République, c'est : « Usurpation d'une fonction numérique ». « Les faits aussi ont été requalifiés. Le juge a requalifié les faits en retenant une infraction qui ressort de l'article 58 de la Loi sur la cybercriminalité et qui parle d'usurpation d'une fonction numérique. C'est l'infraction retenue par le juge et c'est sur la base de cette infraction que le tribunal a condamné notre client à un an avec sursis », a précisé Me Touré face aux journalistes présents au procès.

Par ailleurs, le tribunal de grande instance de la commune III du district de Bamako a jugé « irrégulière » la constitution de N'deye Sissoko comme partie civile. « Le jour de l'audience, nous avons commencé par cette observation préliminaire, parce que nous étions et sommes convaincus que la constitution de N'deye Sissoko comme partie civile était irrégulière. Sur ce point, le juge nous a parfaitement suivis en application des dispositions de l'article 408 du code procédure pénale ». Il faut rappeler que l'ancien conseiller à la Communication du président

## L'Ancien ministre Mohamed Aly Bathily aux populations de Kati : «Ne votez pas pour les candidats de l'ADEMA, de l'URD et du RPM»



L'ancien ministre de la Justice et aussi ancien ministre des Affaires Foncières, Me Mohamed Aly Bathily, était récemment avec les populations de Kati pour échanger sur la situation nationale. Actualité oblige, l'ancien ministre a parlé de l'élection législative prochaine en donnant des avertissements aux populations: "Ne votez pas pour les candidats de l'ADEMA, de l'URD et du RPM ... Toutes les alliances ADEMA-RPM sont des cautionnements du vol".

Après sa sortie polémique à Kidal, lors du congrès du Mouvement National de Libération de l'Azawad (MNLA), Me Bathily vient encore de parler de lui. C'était lors d'un meeting tenu dans le cercle de Kati. Au cours de sa prise de parole, Me Mohamed Aly Bathily qui échangeait notamment sur les spéculations foncières, a invité les populations à ne pas voter pour certains partis politiques. De son avis, les populations de Kati ne doivent pas voter pour le Rassemblement Pour la Mali (RPM) et l'Alliance

pour la Démocratie au Mali Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMAPASJ) en plus de l'Union pour la République et la Démocratie (URD) s'ils souhaitent le développement du territoire. "Là où vous verrez une alliance, RPM-ADEMA, c'est un cautionnement du vol..., même l'URD, n'est plus dans l'opposition. Une opposition qui ajoute ses députés à celui de la majorité, Soumaila ne doit plus prendre les 500 millions de FCFA, il est plus âgé que moi mais, je lui dis la vérité... si vous votez pour ces candidats à Kati, ce que vous ne vous aimez pas".

L'ancien ministre s'explique: "leur objectif ne vise qu'à vivre du sang de ceux qui vont les élire ... je ne fais pas de la politique, j'aime le Mali et les Maliens, je dis les choses clairement.... Ces gens se séparent mais quand ça chauffe, ils se rassemblent". L'évidence en tout cas, est que Me Mohamed Aly Bathily a fait des fâchés contre le RP, l'Union pour la République et la Démocratie (URD) et l'Alliance pour la Démocratie au Mali-Parti Africain pour la Solidarité et la Justice (ADEMA-PASJ).

### Affaire à suivre!

de la République a été placé sous mandat de dépôt et déferé à la Maison centrale d'arrêt de Bamako depuis le 9 janvier 2020. Cela après avoir reconnu être l'auteur du tweet sur le compte de la présidence de la République.

■ Boureima Guindo

## Rebondissement dans l'affaire du maire du District : Adama Sangaré reste en prison

**A**nnoncé en liberté provisoire, le maire du District de Bamako, Adama Sangaré, selon de sources judiciaires, reste finalement en prison. Cela, suite au pourvoi en cassation formulé par le Procureur général de la Cour d'appel de Bamako, Idrissa Arizo Maïga, contre la décision de mise en liberté provisoire de la Chambre d'accusation de ladite cour.

Emprisonné depuis le 22 octobre 2019, Adama Sangaré avait bénéficié de la liberté provisoire accordée par la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Bamako dans la matinée de ce mardi 11 février. Patatras, en fin d'après midi, on apprend qu'il reste en prison, suite au pourvoi en cassation du Procureur général de la Cour d'appel de Bamako. Ce qui signifie que le Procureur général de la Cour d'appel n'est pas d'accord avec la décision de mise en liberté provisoire. L'affaire sera désormais portée devant la Chambre criminelle de la Cour Suprême du Mali. C'est cette instance qui va départager les deux parties.



En tout cas, ses supporters commencent à s'interroger pourquoi le maire de Bamako, est-il toujours en prison alors que le juge de Koulikoro, à qui son dossier a été confié, s'est déclaré incompétent ? Cette question taraude les esprits. Du coup, de plus en plus, ses supporters dénoncent un acharnement judiciaire contre leur mentor. Affaire suivre donc.

■ Youssef Diallo

**SAMA**  
transfert d'argent

# Transfert d'argent

**ECONOMISEZ JUSQU'À**  
**40%**  
**SUR VOS FRAIS DE**  
**TRANSFERT D'ARGENT**

[www.sama.money](http://www.sama.money)

# Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL  
DES MINISTRES DU MALI

# Communiqué du conseil des ministres du mercredi, 12 février 2020

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi, 12 février 2020 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Docteur Boubou CISSE, Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- et procédé à des nominations.

## AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Sur le rapport du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, le Conseil des Ministres a adopté :

1. des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de financement, signé à Bamako, le 20 septembre 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Association internationale de Développement, relatif au financement additionnel au titre du Projet de Systèmes hybrides d'Electrification rurale. Par cet accord, l'Association internationale de Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 18 millions d'Euros, soit 11 milliards 807 millions 226 mille francs CFA.

Le Projet, objet du financement, vise à améliorer l'accès des populations des zones rurales aux services de l'électricité et à accroître la production des énergies renouvelables.

2. des projets de texte relatifs à la ratification de l'Accord de prêt, signé à Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis, le 30 juin 2019, entre le Gouvernement de la République du Mali et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement, relatif au

financement de la deuxième Phase du Projet d'Appui à la Stratégie nationale en matière de Logements sociaux. Par le présent accord, le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement accorde au Gouvernement de la République du Mali un prêt d'un montant de 110 millions 190 mille Dirhams des Emirats Arabes Unis, soit 17 milliards 164 millions 800 mille francs CFA environ. Le Projet d'Appui à la Stratégie nationale en matière de logements sociaux a pour objectif de favoriser l'accès des plus démunis à la propriété immobilière. Sa réalisation permettra d'assainir les centres urbains et d'accroître l'accès du plus grand nombre de Maliens à un logement décent dans les Régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal, Ménaka, Taoudénit et dans le District de Bamako.

## AU TITRE DU MINISTERE DES DOMAINES ET DES AFFAIRES FONCIERES

Sur le rapport du ministre des Domaines et des Affaires foncières, le Conseil des Ministres a adopté :

1. un projet de décret autorisant et déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la plateforme logistique de Nonsombougou. Les travaux de construction de la plateforme logistique empiètent sur des propriétés privées qu'il convient d'exproprier pour cause d'utilité publique conformément aux dispositions du Code domanial et foncier.

Le présent projet de décret est adopté dans ce cadre.

La réalisation desdits travaux contribuera à faciliter le transit des marchandises sur l'axe Dakar- Bamako.

2. Un projet de décret portant affectation au Ministère des Mines et du Pétrole, de trois parcelles de terrain, objet des Titres fonciers

n°1699, n°1700 et n°1701, sises à Medina-Coura.

Ces parcelles de terrain sont destinées à abriter le siège de l'Autorité pour la Promotion de la Recherche Pétrolière.

## AU CHAPITRE DES MESURES INDIVIDUELLES

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

## AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

- Secrétaire Général :

□ Monsieur Kinane AG GADEDA, Professeur principal de l'Enseignement Secondaire.

- Chef de Cabinet :

- Monsieur Abdoulaye MAGASSOUBA, Gestionnaire.

- Conseillers techniques :

- Madame DIARRA Haby SANOU, Directeur de recherche ;

- Monsieur Amadou OUANE, Maître de Conférences ;

- Monsieur Mamoudou COUMARE, Maître Assistant ;

- Madame Fanta N'DIAYE SYLLA, Administrateur civil ;

- Monsieur Ismaïla BERTHE, Professeur d'Enseignement Supérieur ;

- Monsieur Alassane DIALLO, Administrateur civil ;

- Monsieur Abou DIARRA, Professeur de l'Enseignement Supérieur ;

- Monsieur Augustin POUGIOUGO, Maître Assistant ;

- Madame SYLLA Fatoumata Hama CISSE, Professeur principal de l'Enseignement Secondaire.

- Chargés de mission :

- Madame Lalla Mint Mohamed LAMHAR, Médecin ;

- Madame MAIGA Aissata NIARE, Ecologue-Biologiste ;

- Monsieur Sékouba SAMAKE, Journaliste ;

- Monsieur Youssouf COULIBALY, Juriste ;

- Monsieur Abdouramane CISSE, Gestionnaire.

Bamako, le 12 février 2020

**Le Secrétaire général du Gouvernement,  
Madame SANOGO Aminata MALLE  
Commandeur de l'Ordre national**

# Bandiougou DANTE, président de l'URTEL : « La diversité, c'est aussi l'ouverture sur l'autre »

A l'instar des autres pays du monde, le Mali fête le 13 février, la journée internationale des radios. Bandiougou Danté, président de l'URTEL, nous parle de son organisation faitière, des défis et des perspectives.



**Les Echos : Pouvez-vous nous dire pourquoi une fête des radios ?**

**Bandiougou Danté :** Une fête des radios, c'est pour célébrer la liberté d'expression, pour célébrer le média radio, pour montrer son importance dans la vie des hommes, dans la vie des pays, dans la vie du monde.

**Les Echos : Quel est son objectif concrètement ?**

**B.D :** L'objectif, c'est des moments de rassemblement, des moments d'échange, des moments de communion entre les travailleurs du secteur de la radio et les gens du monde de la radio. Le monde de la radio ne se résume pas

seulement aux travailleurs de la radio, c'est aussi les auditeurs, c'est aussi les travailleurs de la radio.

**Les Echos : Sous quel signe placez-vous cette édition ?**

**B.D :** Cette année, le thème c'est la diversité des programmes, la diversité des lignes éditoriales. Je pense que nous avons aujourd'hui besoin de la diversité. Diversité culturelle, diversité ethnique, diversité religieuse, diversité sociale, la diversité ne signifie pas aussi l'autarchie, elle ne signifie pas non plus le repli sur soi. La diversité c'est aussi l'ouverture sur l'autre et en cela qu'on peut faire preuve de to-

lérance et de compréhension mutuelle pour la compréhension de l'humanité

**Les Echos : Comment préparez-vous cette édition ? Et quelles sont les innovations en cours ?**

**B.D :** Nous avons prévu une série d'activités notamment une grande rencontre traditionnelle que nous faisons à la maison de la presse avec notre partenaire stratégique qui est la fondation Hironnelle. Au cours de cette rencontre, nous allons naturellement récompenser des radios qui se seraient les plus remarquées, distinguées par des activités de diversification dans les contenus médiatiques.

**Les Echos : Comment se porte l'Urtel ? Et combien de radios avons-nous présentement au Mali ?**

**B.D :** L'Urtel revendique plus de 400 radios. Nous pensons que nous nous portons bien quand bien même que nous sommes dans un contexte particulièrement difficile, contexte de crise, contexte de précarité, contexte de sécurité. Nous comprenons quand même que dans ce contexte nous avons un grand rôle à jouer. La radio étant le média irremplaçable dans notre pays. Mais aujourd'hui véritablement, nous nous portons bien dans un contexte particulièrement difficile quand bien même que les défis restent importants. Défis d'indépendance, indépendance financière, indépendance éditoriale, l'indépendance liée à la professionnalisation des travailleurs du monde de la radio.

Je lance un appel à tous les Maliens de faire montre de diversité. Et c'est cette diversité qui a caractérisé notre pays pendant longtemps. Une diversité unitaire qui a fait de nous un peuple extraordinaire, un peuple de paix, un peuple de justice, un peuple de tolérance. Mais aujourd'hui à cause de l'extrémisme violent, à cause de l'incompréhension, à cause des mouvements sectaires, on a le sentiment que le grand Mali que nous avons connu hier disparaît peu à peu. Que Dieu nous préserve. Je pense que nous voulons cette diversité mais en réalité son objectif recherché est l'unité.

■ **Propos recueillis Ibrahim Sanogo**

# Centre Hospitalier et Universitaire Gabriel Toure : La morgue fait peau neuve !

Constamment sous des critiques acerbes se rapportant à la qualité ses services, liés eux aussi aux équipements et à l'insuffisance de ressources humaines, l'hôpital Gabriel Touré n'est pourtant pas un désespoir. Depuis des mois, ce géant hospitalier public de Bamako est dans une véritable mue. En plus du laboratoire rénové par le Croissant rouge des Emiraties, la rénovation et l'équipement du service de l'imagerie médicale par l'Etat, la morgue du CHU Gabriel Touré fait peau neuve. Ce service vient d'être entièrement rénové.

**A**yant fait l'objet de plusieurs critiques pendant longtemps à cause de sa vétusté et sa rénovation faisant partie des revendications du comité syndical, la morgue du Centre Hospitalier et Universitaire Gabriel Touré nous présente un nouveau visage aujourd'hui grâce aux travaux effectués en son sein par l'Etablissement Mamadou Alou Kouma (AMAK). En effet, le bâtiment a été totalement rénové et des équipements modernes y ont été installés afin qu'il puisse répondre aux normes des conservations des corps.

La morgue rénovée comprend une chambre

froide complète et deux unités frigorifiques complètes pour la morgue de 20 corps, un charriot électrique de lavage spécial de 250 litres pour la conservation des organes anatomiques, des extracteurs d'air et 9 climatiseurs. La rénovation de cette morgue répond à la volonté de doter le CHU-Gabriel Touré d'équipements de qualité. Les travaux de rénovation ont été confiés à une entreprise malienne qui connaît les contraintes de cet hôpital.

Les dit travaux ont consisté en la remise d'un coffret électronique, la pose de lampe de signalisation secours, le remplacement des luminaires, la pose de portes double vitrage, la

pose de rideaux larmiers, la peinture des locaux, le carrelage, la maçonnerie, la réfection des bancs publics, le nettoyage et la désinfection.

Selon les usagers, le changement au sein de l'Hôpital Gabriel Touré est perceptible. Dans une publication sur les réseaux sociaux, le porte-parole du comité syndical, Djimé Kanté, a salué le grand changement au sein du CHU-GT. Un changement qu'il apprécie à travers la propreté des lieux qui présage un espoir certain suscité par l'initiative du ministre de la Santé et des Affaires sociales, Michel Hamala Sidibé, d'instaurer l'hygiène dans les structures sanitaires, notamment dans les hôpitaux.

Par ailleurs, le groupe EMAK avait mis des médicaments, des équipements et des consommables médicaux (détecteurs de veine pédiatrique, auto-endoscopes, autoclave de 85 litres, aspirateurs chirurgicaux, oxymètres et pouls médicaux) au département de la pédiatrie du CHU-GT, d'une valeur de 50 971 936 de FCFA. Ce geste de solidarité et de patriotisme de l'Etablissement Mamadou Alou Kouma avait été salué, à sa juste valeur, par le ministre Michel Hamala Sidibé qui avait souhaité la continuité de cette collaboration fructueuse au bénéfice de nos populations.

■ Ibrahim Sanogo



# Crise scolaire : Un problème sans fin

Le front social est loin de connaître un apaisement. Les syndicats signataires de l'éducation projettent de battre le pavé ce jeudi 13 février 2020, sur toute l'étendue du territoire du Mali. Ils exigent l'application de l'article de 39 de leur statut.



L'école malienne est paralysée depuis mi-décembre 2019. Les syndicats de l'éducation et le gouvernement n'arrivent toujours pas à avoir un compromis. Conséquence : toutes les écoles publiques sont fermées. Le gouvernement du Mali, après avoir reconnu la légitimité de la revendication des syndicats, estime qu'une application stricte des dispositions de cette loi n'est pas possible en cette période. Face à la crise qui sévit dans notre pays, une partie importante du budget malien est destinée à l'effort de guerre. Au cours d'une conférence de presse animée le 31 janvier 2020, le ministre de la communication a laissé entendre que rien n'est trop pour l'éducation d'une nation, mais compte tenu de la situation, il sollicite la fibre patriotique de la partie syndicale. Certes, l'éducation est une priorité, mais il ne faut pas oublier que l'ennemi est à notre porte. Donc il urge de faire face à la question sécuritaire et après de penser aux autres secteurs de la vie de la nation. Décidément les syndicalistes ne veulent pas l'entendre de cette oreille. Ils ont rejeté en bloc la proposition faite par la partie gouvernementale. Ceux-ci pensent que le gouvernement n'est pas de bonne foi pour l'application de

cette loi.

Pour la partie syndicale, le gouvernement se dit être prêt à appliquer l'article 39 en proposant 3.77% en lieu et place de 20% et qu'elle a refusé. Selon eux, le gouvernement est dans la dynamique de ramener les enseignants, de façon subtile, dans le statut général et de leur faire perdre les acquis syndicaux obtenus depuis 2018.

À ce titre, ils affirment que les agissements du gouvernement visent à utiliser les volontaires comme des palliatifs à la crise en cours et n'ont d'autre objet que de saper la détermination des enseignants dans leur lutte noble de restauration de la dignité de l'enseignant malien.

Aussi, ils invitent les enseignants retraités de ne pas accepter participer à cette mascarade qui contribuera à torpiller la loi qui a vu la revalorisation de leur pension.

## La pression monte !

Pour manifester leur mécontentement, ils ont tenu des assemblées générales pour expliquer la position du syndicat. C'est dans la même optique qu'ils ont décidée de battre le pavé en

signe de colère. Pour les enseignants grévistes, aucune négociation ne sera ouverte sur l'application de l'article 39 sans son application.

Déjà, ils ont fait 24 jours de grève et un autre préavis de 20 jours est sur la table du gouvernement. Malheureusement, le gouvernement ne donne pas l'impression de venir à bout de cette grève cyclique des enseignants. Jusqu'au moment où nous mettons cet article sous presse, aucune commission de négociation n'est mise en place à cet effet. Inéluctablement, nous nous acheminons vers le même scénario que l'année dernière. Les deux parties vont se jeter les étincelles jusqu'à la dernière minute et se faire des concessions au détriment des élèves.

Les Maliens ne veulent plus d'une nouvelle année scolaire tronquée. L'éducation étant le socle de tout développement semble occuper le dernier rang des préoccupations des gouvernants maliens. En tout cas c'est l'avis du citoyen lambda A ce rythme, il serait incontestablement très difficile pour les étudiants maliens de se faire une place au soleil, surtout dans un monde d'excellence. Les élèves de notre pays continuent toujours à raser le mur comme s'ils n'ont pas droit à une éducation digne de ce nom. Le gouvernement doit s'investir si besoin est pour porter un gant de velours pour décanter cette situation.

Dans la foulée, le gouvernement pense prendre le taureau par les cornes car il a lancé le recrutement de 15 300 volontaires pour remplacer les enseignants grévistes. Il faut ajouter à cela, la rétention sur le salaire comme mesure préconisée par le gouvernement de Dr Boubou Cissé. Malgré ce moyen de pression, les enseignants sont déterminés à poursuivre la lutte.

Les syndicats de l'éducation, signataires du 15 octobre 2016, bien que disposés au dialogue, entendent poursuivre toutes les actions légales, pour faire appliquer la loi dans un pays démocratique.

■ Ibrahim Sanogo

# Grogne sociale : Les syndicalistes de la Police nationale en sit-in les 14, 21 et 28 février devant le Ministère de la Sécurité et de la Protection civile

Les membres de la coalition des syndicats de la Police nationale ont tenu, mardi 11 février, à la Maison de la Presse, une conférence de presse. Objectif : informer les hommes de médias de la tenue des sit-in qu'ils organisent les 14, 21, et 28 février devant le ministère de la Sécurité et de la Protection civile.

Les agents de police envisagent des sit-in, les 14, 21 et 28 de ce mois, devant le ministère de la Sécurité et de la Protection civile. Objectif : montrer leur non satisfaction quant à l'application de leurs doléances par les autorités. Les syndicalistes adjutant Souleymane Sanogo, sergent-chef Sidiki Konaré, président du collectif des diplômés de la police, étaient les animateurs de ladite conférence de presse. La régularisation des 119 diplômés conformément au décret 06-053-PRM du 6 février 2006 dans son article 47 et suivant des cas analogues ; la nomination des régisseurs de la police, ont été à l'ordre du jour. Les conférenciers demandent la régularisation des policiers suspendus ou radiés de 2012 à nos jours en vertu de la réconciliation ; le dédommagement des policiers victimes dans l'exercice de leur fonction de 2012 à nos jours. Ils réclament l'application des recommandations adoptées à l'Assemblée nationale du Mali qui permettent

aux éléments du GMS, BAC, BSI, CCR, STT, Aéroports, l'octroi des primes de risques...tels sont, entre autres, les points de réclamations des syndicats de police. Ils exigent également l'intégralité du paiement des per diem promis aux policiers en 2018 par les autorités du pays lors de l'élection de la présidence de la République. Les syndicalistes s'opposent à toute mutation d'un policier, en pleine année, par violation des conventions prévues en la matière. Les conférenciers demandent aux autorités du pays de s'occuper de la situation de PGA (prime générale d'alimentation) des recrues au cours de la formation à l'Ecole nationale de police.

« Durant toute la formation, tout ce que manquent les nouvelles recrues de la police comme ration alimentaire est retenu sur leur salaire. Alors que dans les autres corps, dit le syndicaliste Souleymane, c'est l'État qui prend tout en charge ».

Selon Souleymane Sanogo, certains limiers ont été, depuis 2018, nommés dans le corps par la hiérarchie comme régisseurs. Ces derniers ne sont pas reconnus dans certains services publics comme tels dû au fait qu'il n'existe pas de textes juridiques les concernant, ajoute-t-il.

Quant à la mutation des policiers en pleine

année, il indique que cela perturbe la scolarité des enfants des agents. « Nous ne nous opposons pas à la mutation, mais nous demandons à ce qu'elle soit faite en vacance pour bamada.net permettre aux éléments affectés de prendre des dispositions avant la reprise scolaire », explique M. Sanogo qui ne cessait de se pencher sur le dédommagement des policiers qui ont été victimes lors du voyage de Moussa Mara à Kidal et bien d'autres cas qui existent au niveau des différentes unités de police.

Parlant de la régularisation des 119 diplômés conformément à l'article 47 du décret 06-053 du 06 février 2006, le syndicaliste Sidiki Konaré a expliqué que certains policiers qui s'entendent avec la hiérarchie ont pu être rétablis dans leurs droits, comparativement aux autres diplômés. En vue d'obtenir l'application du décret, il explicite que la section administrative de la Cour Suprême de Bamako a été saisie en vain par les policiers. « Nous demandons à ce qu'on soit traité sur le même pied d'égalité, tous les citoyens naissent et demeurent libres et égaux en droit et en devoir. On ne peut pas appliquer le décret pour certains policiers et laisser les autres diplômés à leur sort. Nous voulons que la hiérarchie applique ce décret dans son article 47 et suivants, à tous les policiers détenteurs des diplômes d'études supérieures », souligne M. Konaré.

De son côté, le syndicaliste Nock, qui fait partie des réintégrés de la police après avoir déserté, s'est intéressé à la résolution de la situation des éléments suspendus ou radiés en 2012, ce, au nom de la réconciliation.

Rappelons que la coalition des syndicats de la police est composée du Syndicat autonome de la police (SAP), le Sylipol, l'APN, le Sip, et l'APRM.

■ Mamadou Diarra





## Micro-trottoir-Élections législatives 2020 : A Kayes, voter ou ne pas voter ?

**A** Kayes, première région située à l'Ouest du Mali, quelques personnes interrogées par Benbere s'expriment sur les élections législatives dont le premier tour est prévu le 29 mars 2020.

Depuis 2018, où leur mandat a pris fin, les députés maliens ont bénéficié de deux prorogations. La raison officielle évoquée est la crise sécuritaire que traverse le Mali depuis 2012.

Longtemps attendue par les populations, la tenue des élections législatives a été l'une des recommandations du Dialogue national inclusif (DNI). Le 22 janvier 2020, la décision de tenir ces élections a été prise en Conseil des ministres. A Kayes, les populations iront-elles voter ou pas? Benbere a donné la parole à quelques personnes dans la cité des rails à travers un micro-trottoir pour recueillir leurs avis.

Mamadou Moctar Diombana, enseignant à la retraite

«C'est très clair dans ma tête que je n'irai pas voter à cause des fausses promesses que tien-

nent les politiques. Il y a plus de promesses non réalisées que la réalité. D'ailleurs, des promesses qui ne vont jamais se réaliser. La politique doit être un art de gouvernance, pas de mensonge.»

Souleymane Dissa, diplômé sans emploi à Bencounda

« Le vote est un devoir citoyen et j'irai voter en l'accomplissant. Si nous ne le faisons pas, nous aurons des dirigeants qui ne sont pas nos choix, et c'est comme si c'étaient les autres qui l'avaient fait à notre place.»

Binta Diaby, gérante d'un kiosque Orange Money au centre-ville de Kayes

« Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent qu'ils n'iront pas voter. Le problème est de savoir qui a un bon programme parmi les prétendants avant de faire un choix. Donc, j'irai voter pour décider moi-même de l'avenir de ma circonscription. »

Oumar Traoré, jardinier

« Je veux bien aller voter le 29 mars, mais pour

le moment je n'ai pas encore un choix étant donné que les listes ne sont pas encore disponibles. Le candidat qui aura un programme concret bénéficiera de mon droit de vote. Dans le cas contraire, je m'abstiendrai.»

Niamba Samaké, commerçante

«Je n'irai pas voter parce que ma carte d'électeur se trouve à Bamako. Je n'ai pas eu le courage de faire le transfert de mon lieu de vote à Kayes, c'est la raison pour laquelle je ne pourrai pas accomplir ce devoir citoyen pour les législatives.»

Seydou Diallo, boutiquier

«Si ce vote des députés peut apporter le changement, la paix et la stabilité pour le Mali, Eh bien ! je suis partant. A l'inverse, personne n'aura ma voix. Il est temps que les choses changent un peu dans ce pays.»

Fatoumata Konaté, conseillère communale à la mairie de Kayes

« Je suis offusquée des manœuvres autour des listes d'alliance qui n'apporteront rien de nouveau à nos populations. Ils veulent se servir de l'ignorance de nos populations.»

Sidibé Fofana, élève en classe de terminale

« Je n'irai pas voter parce que les candidats vont faire de la corruption et à la fin les résultats ne vont pas refléter la réalité des urnes. Je considère cela comme une insulte aux populations.»

■ benbere

## Dialogue avec les djihadistes : IBK a-t-il désavoué ses ministres ?

Dans cette interview, le président du parti Yéléma, Moussa Mara, s'exprime sur des sujets d'actualité comme les récents mouvements de grève des enseignants, la possibilité de dialoguer avec Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa, la situation sécuritaire du pays. L'ancien Premier ministre évoque également la mise en liberté provisoire d'Amadou Aya Sanogo et co-accusés et la lutte contre la corruption.

**D**ans une interview exclusive accordée ce lundi à RFI et France 24, à Addis-Abeba, le Président IBK annonce pour la première fois l'ouverture d'un dialogue avec les chefs djihadistes Iyad Ag Ghaly et Amadou Kouffa. Cette clarification du président de la République intervient après une sortie du ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Tiébilé DRAME qu'il n'y a pas de dialogue. Il s'agit désormais d'une position révolue, même si le président IBK précise qu'elle est l'émanation de la volonté du peuple qui l'a proposé lors de la conférence d'Entente nationale et du Dialogue national inclusif. Cette in-

terview du président IBK sur la nouvelle position de son pays vis-à-vis des jihadistes et qui prend en contrepied les affirmations récentes de Tiébilé DRAME a été largement commentée par les facebookeurs. Votre facebookan du jour !

**Mahamoudou Sylla :** Allez comprendre alors les gesticulations du ministre des Affaires étrangères qui dit n'avoir pas été informé de l'initiative de Doncounda Traoré ! C'est ce genre de cacophonie au sommet de l'État qui nous coûte cher «Un ministre, ça ferme sa gueule ou ça démissionne », disait Chevènement pour ne pas le nommer. Le pays n'a pas besoin de nom-

brilistes ni de bravaches en ce moment-là. Nous devons être unanimement lucides si nous devons faire face au vide laissé par le départ éventuel des forces étrangères que nous avons toujours souhaité :

**Mamadou Dicko :** IBK acte le principe de Dialogue avec IYAD et KOUFFA et désavoue de façon cinglante Tiébilé DRAMÉ

**Sidi Toure :** C'est Tiébilé Dramé ton problème ? Et le ministre Yaya Sangaré qui avait dit la même chose !

**Mamadou Dicko :** Sidi Toure, non Tiébilé DRAMÉ n'est pas mon problème. Tu as raison, j'associe à ce cinglant désaveu, le ministre SANGARÉ qui, avec le zèle et l'amateurisme qui le caractérisent, était sur le même registre que le ministre DRAMÉ.

**Kaou Abdramane Diallo :** Je fais remarquer que Tiebile DRAME fût l'un des rares politiques avec Omar MARIKO à parler de dialogue avec les terroristes depuis les premiers revers des FAMA. Je pense, sachant la réticence du président IBK sur le sujet, «il a dit ce qu'il a dit, de la façon dont il l'a dit» pour obliger ce dernier



à s'assumer publiquement et de façon claire. Tiébilé a donc atteint son objectif en obligeant/poussant son Boss à prendre position officiellement puisque qu'officieusement déjà acté depuis !

C'est donc loin d'être un DÉSAVEU !

Bravo au MAE qui fait du très bon boulot jusque-là de mon humble avis.

**Kansaye Kassambara :** Ne déformez rien ici, nous on a compris ce monsieur.

**Bams Cissé :** Bonne stratégie de communication pour tenter la récupération d'un fait, mais je pense que Tiebile n'y est pour rien dans cette prise de position de son chef, d'autant que la semaine derrière, il avait tenté de désavouer Dioncounda.

**Ousmane Ousmo Dembélé :** Mon cher, à un moment donné, peut-on avoir le courage de regarder la vérité en face même si elle ne sied pas avec nos positions partisans ?

Tiebile a traité de menteur le Pr Dioncounda Traoré sur ce sujet publiquement en allant jusqu'à dire que les propos de ce dernier n'engagent que lui, sachant qu'il est bien le Haut le Représentant du Président sur la question. Si l'histoire a jugé entre lui Dioncounda, au lieu

de reconnaître la vérité, ne venez quand même pas nous prendre pour des fêlés en voulant transformer le cuivre en or.

**Bams Cissé :** Ousmane Ousmo Dembélé, merci c'est juste une « stratégie » de communication mal ficelée pour tenter de nous faire croire que c'est l'œuvre de Tiebile, or, c'est archi faux. Cette sortie, d'IBK a juste remis Tiébilé à sa place tout en réconfortant Dioncounda la mission dans la mission qui lui personnellement confié depuis août 2019.

**Ousmane Ousmo Dembélé :** Bams Cissé, à un moment donné de l'histoire, on doit savoir que les faits sont plus plausibles que les jeux de jambes verbaux qui ont leur limite.

**Kaou Abdramane Diallo :** Messieurs Bams et Ousmo. C'était plus subtil que ça ! Tiébilé DRAME avec qui je n'ai aucun intérêt ni lien particuliers voulait cela depuis longtemps, c'est le PR IBK qui bloquait !

Ce que vous considérez comme un camouflet ne l'est pas en réalité. Seul le résultat compte en fin de compte ! C'est une porte ouverte qu'on enfonce ! Le « supposé » couac avec Dioncounda était juste une manœuvre dans un échiquier où il faut avancer sans commettre un « crime de

lèse-majesté » ! Et c'était plutôt bien joué même si on égratigne un peu les susceptibilités !

**Bams Cissé :** Kaou Abdramane Diallo, rien de personnel, car je ne vous connais pas, mais je connais la méthode de communication de Tiébilé, là, après ce camouflet (s'en est bien un), il tente de garder la face. Sur sa sortie contre Dioncounda, IBK n'y est pour rien, c'est Tiébilé comme d'habitude qui veut tirer la couverture sur lui et attirer les projecteurs sur lui. Personne n'est dupe, imam Dicko fut le 1er à tenter d'installer le dialogue avec les belligérants, Tiébilé n'est que la 5e roue du carrosse.

**Abdourahamane Toure :** Ce que je retiens, c'est que nos autorités ont décidé d'explorer cette voie officiellement. En off. Les émissaires sont toujours partis voir ces djihadistes. La dernière sortie de Hassan Barry en est une preuve. Espérons que ces négociations annoncées mettront fin aux tueries.

**Souleymane Bakary Diakité :** le Mali a fait son devoir, adienne que pourra tous les changements mêmes les plus souhaités ont leurs mélancolies. Avançons pour sauver l'essentiel qui est l'existence même de l'Etat d'abord après le combat politique viendra.

**SAER EMPLOI**  
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest

# Modibo Sidibé : Non au dialogue avec les djihadistes

«Non au dialogue avec les terroristes au Mali» dit Modibo Sidibé, ancien premier ministre

C'est un non catégorique du président des FARE An Ka Wuli, à un dialogue avec les terroristes au Mali envisagé par le Haut représentant du président de la République au centre. L'ex premier ministre malien du président Amadou Toumani Touré (2007-2011) vient apporter son regard sur la situation au Mali marquée par l'insécurité grandissante. Interrogé sur le plateau de TV5 Monde, le 1er février, sur les questions cruciales et brûlantes du pays, à savoir entre autres : la négociation avec les terroristes annoncée par le professeur Dioncounda Traoré, Haut représentant du président de la République pour le centre, la présence des forces étrangères au Mali, le sentiment anti français, les possibles parts de responsabilités de l'ancien premier ministre dans la crise malienne, et enfin, les voies et moyens de sorties de crise possibles et envisageables, Modibo Sidibé a livré sa vision des choses sur la situation avant de proposer des solutions qui, selon lui, pourraient permettre de normaliser la situation. Nous vous livrons ici l'intégralité des propos échangés.

**Dioncounda Traoré, haut représentant du président malien pour le centre, a annoncé un dialogue très controversé avec les maliens. Faut-il dialoguer avec les djihadistes ?**

Dialoguer avec qui ? Comment ? Et pour quel objectif ? Je crois que dans le développement et la gestion d'un conflit comme celui que le Mali vit, avec ses drames, et Sokolo vient de le rappeler. Et même c'est jours-ci, je crois qu'il est surtout important d'avoir un véritable plan de redressement de gestion de la crise. Qui combine le sécuritaire, le politique et le socio-culturel. C'est dans ce cheminement qu'on verra bien à quel moment il faudrait négocier, pourquoi faire, avec qui et comment ? Mais aujourd'hui dans la situation que nous vivons, je crois qu'il n'est pas opportun de négocier quoi

que ce soit avec qui que ce soit.

**Enfin vous dites négocier avec qui ? Si on vous demande, puisque vous êtes ancien homme d'Etat, vous avez été aux affaires, avec qui vous négocieriez aujourd'hui si vous étiez au pouvoir ? Comment faire en sorte que ça change au Mali ?**

Je vous le dis madame, ils ne peuvent pas négocier. Une négociation arrive dans un processus, et dans ce processus-là, l'étape définit les données de la négociation. Si j'y étais à ce stade dans les mêmes conditions, je ne négocierais pas.

**Donc Vous ne négocieriez pas avec les djihadistes ?**

Avec quels djihadistes je vais négocier ? Vous avez plusieurs groupes, et vous avez ces groupes en évolution. Moi je crois que le plus important pour le Mali c'est d'avoir un vrai plan de redressement, de sortie de crise, et d'avoir tout le monde rassemblé autour de cela. Il y'a aujourd'hui de petites discussions qui se passent au niveau local, qui mettent en contact des communautés, ça, ça marche. Mais ce que vous voulez dire, avec ce que nous vivons aujourd'hui je ne crois pas opportun.

**Ça marche ces petites discussions, mais qu'est-ce que vous proposez finalement comme alternative si finalement vous ne discutez pas avec les djihadistes ?**

Je voudrais d'abord vous faire comprendre que la seule alternative possible pour nous c'est une véritable sortie de crise du Mali, il faut que nous y travaillions.

**Au-delà de ces mots Monsieur Sidibé qu'est-ce que vous proposez aux maliens qui vous écoutent ?**

Ce que je propose aux maliens, je l'ai déjà proposé il faut un véritable plan de redressement du Mali, dont le premier volet est sécuritaire. Il faut donner la capacité à nos forces armées et de sécurités de tenir leurs positions aux côtés des forces amies et alliées et dans un esprit offensif.

**Vous parlez de sécurité monsieur Sidibé, à Sokolo à 80 kilomètres de la frontière mauritanienne, l'armée vient de connaître une déroute sanglante, elle a vu la ville reprise par les djihadistes. Finalement, qu'est-ce que cette défaite dit de l'état de l'armée malienne aujourd'hui, vous qui êtes un ancien inspecteur général de la police ?**

Permettez-moi d'abord de m'incliner devant la mémoire de tous ces compagnons d'armes que nous avons perdu. Et c'est vraiment dramatique, ce qui s'est passé à Sokolo, on sait, ils ont été attaqués, ils se sont battus, le camp a été pris. Je pense qu'ils ont fait un repli pour, je suppose, pouvoir mieux s'organiser. Et je crois qu'ils ne resteront pas là. Voilà la difficulté qu'il y'a aujourd'hui. C'est pourquoi j'ai dit qu'il faut donner les moyens, une autre organisation, un autre état d'esprit. Le moral est aujourd'hui soutenu par le regroupement des maliens derrière nos forces.

**Alors justement Monsieur Sidibé, vous avez parlé de moyens, vous avez été aux affaires, on l'a rappelé, vous avez été premier ministre, finalement aujourd'hui est ce que le Mali n'a pas perdu les moyens d'assurer la défense de son territoire ?**

Non le Mali n'a pas perdu les moyens, le Mali se trouve dans des difficultés temporaires par rapport à ses forces armées qui doivent être reconstruites et qui ont déjà fait beaucoup. Mais, aujourd'hui ce que l'on doit faire, comment faire en sorte que ce qui se passe aujourd'hui sur le terrain avec les forces armées soit renforcé, soit plus mobile, plus puissant, qu'il y'ait un meilleur renseignement, une circulation du renseignement et une meilleure cohésion avec le G5. Donc, en partant de là, il faut commencer à travailler madame, l'armée du Mali dans les trois ans, quatre ans à venir, ces deux-là doivent être



gérés ensemble.

**On entend vos souhaits pour cette armée malienne dans le futur, mais ce qui va intéresser les maliens, c'est ce qui se passe aujourd'hui, cette attaque à Sokolo elle a fait trente morts. On l'a dit juste avant, vous étiez aux affaires précédemment, quelle est votre part de responsabilité dans la situation actuelle du pays ?**

Je vois vous revenez chaque fois sur les parts de responsabilités dans la situation du pays.

**Vous n'avez pas de part de responsabilité sur ce qui se passe aujourd'hui dans le pays ? Vous n'êtes pas comptable ?**

Ce qui se passe aujourd'hui, c'est ce qui se passe aujourd'hui madame, notre armée a une histoire, les forces armées du Mali ont une histoire. Et je crois que le plus important aujourd'hui c'est de savoir comment se rassembler, comment soutenir les forces de défenses et de sécurité pour faire face à la situation. Revenir en arrière, trouver ceci, cela ne pourra pas être le moment pour l'instant. Rassemblons-nous, revenons à nos forces armées et de sécurité, soutenons-les. Il y'a un programme d'équipements qui a été fait. Moi je peux vous rappelez tous les équipements qui ont été fait, mais ça n'a pas de sens. Aujourd'hui ce que nous voulons, c'est comment faire en

sorte pour que dans cette guerre asymétrique notre armée puisse, avec les autres forces alliés tenir le terrain, aller à l'offensive, reconquérir.

**Alors justement vous parlez de guerre asymétrique, au centre du Mali il y'a aussi des conflits communautaires entre les milices peulhs et les milices dogons. Es ce que nous ne sommes pas finalement passés d'une guerre djihadiste a une guerre ethnique ?**

Je ne crois pas que nous soyons dans une confrontation ethnique, ce serait une mauvaise lecture. Il y'a une exploitation de ce qui s'est passé, une instrumentalisation par rapport à des frustrations, par rapport à des groupes qui veulent s'affirmer. Je ne crois pas que nous soyons dans ça, il ne faut pas se mettre dans cette posture-là. Ce qu'il faut, c'est travailler à ramener la République, l'autorité de la République. C'est elle qui doit protéger tous les citoyens.

**Enfin monsieur Sidibé, si nous ne sommes pas dans un conflit communautaire, ethnique, dans quoi sommes-nous dans ce qui se joue entre les milices dogons et les milices peulhs, si vous devez le qualifier ?**

Aujourd'hui, quand je vous dis le retour de la République, c'est qu'il faut mettre fin à l'existence des milices. L'autorité, la force légitime,

c'est l'État. Et l'État doit ramener cela, notre gouvernement doit travailler à cela. Maintenant ce que je vous dis, il y'a une instrumentalisation, tout le monde sait que finalement il y'a des milices et des groupes qui se sont créés par faute de la défaillance de l'État.

**Vous parlez d'instrumentalisation, qui est derrière alors ?**

Derrière, vous savez très bien que ce qui s'est passé avec certains groupes terroristes, c'est de jouer pour que les communautés les unes et les autres s'accusent. Aujourd'hui, ce que nous disons dans la plus grande transparence, il faut que les communautés discutent. Je crois qu'il y'a des cas où cela s'est bien passé, et cela doit nous servir d'exemple. Et deuxièmement il faut que dans un plan intégré, l'autorité de la République revienne dans tous ces secteurs-là. Qu'on puisse faire en sorte que tous les citoyens qui sont égaux devant la loi puissent être protégés par cette autorité, par cette administration et soutenus par l'ensemble.

**Alors rapidement Monsieur Sidibé, la France a réaffirmé lors du sommet de Pau sa présence et son renforcement malien. Es ce que vous êtes d'accord avec cette présence française sur le territoire malien ?**

Je crois que Pau était une étape, il y'a un après Pau qui a été dessiné et nous espérons qu'il

y'aura un plus grand partenariat dans la conduite des opérations et le partage des renseignements sur le terrain.

**Donc vous êtes favorable à la présence française sur le terrain ?**

Ce n'est pas une question d'être favorable. La France est venue à la suite d'une demande en 2013 et ça s'est poursuivi avec la MINUSMA et Barkhane. Donc par conséquent, la question n'est pas là. La question est de savoir comment faire en sorte que toutes les opérations qui sont conduites, qu'il y ait un haut commandement. Et ce haut commandement, la gestion de la guerre, la distribution des moyens et surtout la cohésion de l'action, doit être conduit par le gouvernement du Mali. Aujourd'hui on fait un focus sur le Liptako Gourma, il n'est pas seul, peut être que ça va avancer la coordination là-bas. Mais il faudrait que les mêmes coordinations jouent sur l'ensemble du territoire du Mali et les autres parties du sahel.

**Donc, la question sur le sentiment anti français dont parle le président Emmanuel Macron, est-ce que pour vous ce sentiment, il est palpable ? Est-ce que vous le voyez au Mali ou sur le continent africain ?**

Moi je ne parle pas de sentiment anti-français. Je parlerai dans le cas que je connais, que nous avons des ressentiments, des questionnements sur une politique qui a été menée, sur la façon dont cette politique est perçue, l'inefficacité, l'extension de l'insécurité, etc. Aujourd'hui il est indispensable que l'apport fait par la MINUSMA, l'apport fait par la France réinscrits dans ce que je viens de vous dire permettent pour le Mali dans un bon programme de se redresser, et le sahel petit à petit de faire en sorte qu'il soit capable de conduire des actions. Et il faut qu'il soit aidé de façon plus stratégique par la France et ses différents alliés.

Modibo Sidibé, merci d'être passé sur le plateau de TV5 monde.

■ **Demba Sidibé, Stagiaire**

## Dialoguer avec les djihadistes : IBK a l' "accord total" et "soutien ferme" du CSDM



Le CSDM était hier face à la presse nationale et internationale pour donner sa position sur la négociation prônée par IBK avec les Jihadistes. Le Conseil approuve à fond et sans réserve.

Depuis 2016, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) parle de discuter avec les frères maliens qui ont choisi une autre voie que celle d'un Etat laïc du Mali. Selon le président du CSDM, Chérif Mohamed Haidara, le nombre excessif de mort de civils et de militaires ne peut laisser personne indifférent. C'est pourquoi, il a été le premier à proposer cette alternative. A l'époque, il a été critiqué et savonné par ses détracteurs. Aujourd'hui, l'histoire lui a donné raison.

«En ma qualité de Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM), je tiens à marquer mon accord total à cette décision et apporter mon soutien ferme au Président de la République pour cette sage décision adossée, entre autres, à la demande formulée par son peuple dans le cadre du Dialogue National Inclusif», a martelé Chérif Mohamed Haidara. Quelques jours plutôt, le président du CSDM, accompagné d'une forte délégation, était chez le Haut représentant du Président de la République pour le féliciter et lui exprimer son soutien dans cette décision de discuter avec Iyad AG GALY et Amadou Koufa.

■ **Moctar Sow**



**An Bé Gnogon Bolo**  
On est ensemble

**Malitel**  
Proche de vous



REJOIGNEZ LE 1<sup>ER</sup> OPÉRATEUR GLOBAL  
**DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700   
www.malitel.ml   
www.facebook.com/malitel.official 

## La 33<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Union africaine : Cap sur la renaissance culturelle africaine



**D**u 06 au 10 février 2020, se tient la 33<sup>ème</sup> session ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'États et de Gouvernements de l'Union africaine à Addis-Abeba en Éthiopie.

La mise en œuvre de la Charte de la Renaissance Culturelle Africaine (dont le Mali est le premier pays signataire) occupe une place de choix dans le programme de cette session et dans l'agenda 2063 de l'UA.

Dans cette dynamique, le Président de la République du Mali, Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar Keita, Coordinateur de l'Union Africaine pour les Arts la Culture et le Patrimoine, préside une grande rencontre sur la culture le dimanche 09 février dans la salle polyvalente du siège de l'UA.

En prélude de cet évènement, le Ministre de la Culture, Madame N'Diaye Ramatoulaye Diallo, multiplie les rencontres pour bâtir des partenariats stratégiques autour du projet de renaissance culturelle et du mandat du Champion de l'UA sur cette thématique.

L'enjeu est de taille : faire de la culture, des arts et du patrimoine, un double levier de croissance économique inclusive et de développement humain durable.

■ **Ministre de la Culture**



## Ter et Autoroute à péage : Macky Sall met en garde la France



**S**elon L'Observateur, Macky Sall hausse le ton après les sorties de Philippe Lalliot, l'ambassadeur de France au Sénégal, et du Directeur général de Senac SA, Xavier Idier.

Le premier nommé soutenait que la mise en circulation du Ter, prévue en avril prochain, est impossible.

Quant au second, il a exclu toute idée de renégociation du contrat de concession de l'autoroute à péage liant Senac Sa à l'État du Sénégal.

Le chef de l'État, qui n'a pas apprécié ces deux sorties a adressé, via son ministre des Infrastructures, Me Oumar Youm, une lettre de protestation, datée du 10 janvier dernier, à l'État français.

À propos du Ter, l'État du Sénégal, qui entend respecter strictement les termes du contrat, se réserve le droit d'appliquer des pénalités pour retards indus.

## Coopération : Plus de 545 milliards investis par le Canada au Sénégal depuis 1960



**L**a coopération entre le Canada et le Sénégal a permis au premier d'injecter dans le pays près de 545 milliards de francs CFA, depuis 1960, soit 1,2 milliard de dollars canadiens. Le Sénégal est l'un des 25 pays sur lesquels le Canada a décidé de concentrer ses efforts internationaux en vue de rendre davantage son action en faveur du développement à travers le monde, renseigne Le Soleil.

La visite officielle au Sénégal du Premier ministre canadien Justin Trudeau, aujourd'hui et demain (12 et 13 février 2020) est aussi l'occasion, pour nos confrères, de faire le point de la coopération entre le Sénégal et le Canada. Avec la visite de Trudeau père, Pierre-Elliott Trudeau (1981), celle de Brian Mulroney (1987, 1989), Jean Chrétien (1999-2002), Stephen Harper (2012, 2014). Il y a eu également les visites du Gouverneur général Roméo Le Blanc en 1999 et de la Gouverneure générale Michaëlle Jean en 2010, rappelle le quotidien national.

## L'entrée de sa résidence bloquée : Cellou Dalein comme en résidence surveillée



**S**i les piétons peuvent accéder au domicile du président de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) ce mercredi, ce n'est pas le cas pour les engins, notamment les véhicules. En dépit de la courtoisie du responsable de la gendarmerie postée sur place.

C'est le constat que vient de faire Guineenews aux environs de 10 heures GMT. L'entrée du

couloir qui aboutit au domicile du chef de file de l'opposition est bloquée. Une camionnette et deux pick-up de la gendarmerie y sont postés depuis hier soir, apprend-on.

Plus loin, la sécurité civile de Cellou Dalein Diallo et des proches de la famille sont installés à l'entrée du domicile de l'ancien Premier ministre.

Aux dires d'un agent de sa sécurité, le prési-

dent de l'UFDG que nous n'avons pas vu serait à son domicile. Mais des consignes seraient données par le responsable de la sécurité d'empêcher tout accès à l'intérieur.

Ce mercredi, c'est le premier jour de la reprise de « la résidence active et permanente » du front national pour la défense de la constitution (FNDC), après une trêve observée à la demande des leaders religieux.



## Bamako accueille le Grand Prix de l'intégration : Une première dans l'histoire du sport malien

Grâce aux efforts de Cheick Tidiane Keita, président de la Fédération des sports équestres de Bamako et son équipe, le Mali va abriter pour la première fois de son histoire un grand prix international dénommé Grand Prix de l'intégration. C'est sous le parrainage de M. Ali Konaté, président de la ligue des sports équestres de Bobo-Dioulasso. Ladite compétition qui devrait se tenir le 23 juin dernier au Champ Hippique de Bamako a été reportée. Mais le parrain du Grand Prix en visite lors de la 10ème journée de la Ligue des sports équestres de Bamako, a confirmé qu'il se tiendra le 29 février 2020. Ce grand prix mettra en compétition plusieurs

chevaux, les supers cracks en particulier et les courses se feront en fonction des races. Trente-quatre à trente-huit viendront du Burkina Faso, 50 chevaux du Mali, notamment ceux de Bamako, Ségou, Nioro et d'autres localités du Mali pratiquant ce sport et du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du Niger. Le président de la deuxième discipline sportive du Mali après le football et première en matière de participation, s'exprime sur la compétition. « Cette réunion s'inscrit dans le cadre du progrès de la discipline au Mali et dans le cadre de la concrétisation et la consolidation de notre amitié avec nos frères du Burkina Faso, du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et du

Niger. Il permettra aux dirigeants de tisser des liens de partenariat, aux jockeys et entraîneurs, jockeys en particuliers, de décrocher des contrats et aux chevaux de changer d'air de compétition. En général, il permettra à chacun de nous habituer aux compétitions internationales », a laissé entendre M. Keita lors d'une interview. Raison pour laquelle, M. Keita n'a pas manqué de lancer un appel : « J'appelle nos autorités à s'occuper davantage de notre discipline. Car, la course de chevaux joue un rôle. Mon souhait est que la date ne change pas et que l'évènement se tienne dans la parfaite symbiose. », a conclu M. Keita.

## CAN tous les quatre ans : Samuel Eto'o rejette l'idée

**S**amuel Eto'o ne voit pas l'intérêt d'une CAN tous les quatre ans pour le développement du football africain.

Présent dans l'émission « Le débat africain » d'Alain Foka sur RFI, l'ex-attaquant camerounais Samuel Eto'o est revenu sur le discours, à Rabat, du président de la Fédération internationale de football (Fifa), Gianni Infantino, que certains ont considéré comme paternaliste.

« Il y a un partenariat gagnant-gagnant entre la Fifa et la CAF. Je suis proche de Gianni Infantino et d'Ahmad. Mais je crois que Gianni Infantino a manqué de tact. Surtout qu'il a les portes de la CAF grandes ouvertes », affirme l'ancien joueur du FC Barcelone, interviewé par Alain Foka dans « Le débat africain ».

« Avant, entre la CAF et la Fifa, les relations n'étaient pas bonnes. Mais ça ne donne pas le droit aux autres de nous imposer des choses », ajoute le Camerounais précisant qu'il a été « très dur » sur le sujet lors d'un entretien avec Gianni Infantino. « Je n'accepte pas ce qu'il a dit », lâche-t-il.

### Une CAN tous les 4 ans ? « C'est plutôt l'intérêt des Européens »

« La CAN génère vingt fois moins que l'Euro. Avoir une CAN tous les deux ans, est-ce bien sur le plan commercial ? Cela a-t-il permis de développer les infrastructures ? Pensez à l'organiser tous les quatre ans », avait notamment déclaré Gianni Infantino aux délégués des 54 fédérations nationales africaines de football, au Maroc.

Samuel Eto'o a un point de vue bien tranché. « Est-ce l'intérêt des Africains d'organiser une CAN tous les quatre ans ? Je crois que c'est plutôt celui des Européens. Ils veulent avoir à disposition les Mohamed Salah, Sadio Mané ou Pierre-Emerick Aubameyang », avance Samuel Eto'o. « La Fifa défend l'intérêt des clubs européens », insiste l'ancien international.

### « Où va-t-on trouver l'argent avec une CAN tous les quatre ans ? »

« Comment va-t-on financer notre football ? Où va-t-on trouver l'argent avec une CAN tous les quatre ans ? », questionne l'ancien « Lion indomptable ». « Nous devons mettre notre football au niveau de celui des Européens. » Et selon Samuel Eto'o, c'est ce que le président Ahmad « est en train de faire ».

Quant à la « mise sous tutelle » de la CAF par la Fifa, Samuel Eto'o ne voit pas les choses de cette façon. « Nous avons demandé l'aide de la CAF pour aller plus vite dans la restructuration », argumente Eto'o, au sujet d'une mission de six mois de Fatma Samoura au Caire. « Il faut une politique sur le continent africain pour développer les championnats. C'est ce qui permettra aux équipes nationales de ne pas vivre dans le chantage », conclut Samuel Eto'o.

La prochaine Coupe d'Afrique des nations aura lieu au Cameroun en 2021. Lors de cette édition, la CAN reviendra à sa période traditionnelle, janvier-février, après avoir été organisée pour la première fois en juin et juillet, en 2019, en Égypte.





## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Retards et complications risqueront de se multiplier et de contrecarrer votre avancée professionnelle. Moins triomphant que d'habitude, vous serez la cible de nombreuses attaques. Pris par le doute, il vous faudra un peu de temps pour vous en remettre.

Avec Saturne qui vous attendra au tournant, vous n'aurez pas le droit à l'erreur sur votre gestion. La moindre imprudence, la plus petite négligence et vous risquerez de vous retrouver dans le rouge. Ce mot vous hérissera, mais soyez plus sérieux.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Un changement d'ambiance se fait sentir. L'ambition se réveille et vous êtes déterminé à avancer ! Des démarches sont amorcées. Vous pouvez recevoir l'appui d'un collègue. Écoutez son avis et votre sixième sens aussi. Pour faire un choix, prenez le temps.

La prudence est encore la meilleure conseillère ! Vous devez faire attention à vos goûts du luxe. Des coups de cœur sont possibles sur des gadgets. Vous êtes peu inquiet pour la gestion financière.



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous aimerez mettre votre nez partout, surtout dans les affaires ou dossiers qui ne vous concernent pas ! Vous donnerez votre avis sur des domaines qui vous seront complètement étrangers. Veillez plutôt à ne pas faire d'erreurs sur vos dossiers.

Sous l'influence négative de la planète Mercure, vous manquerez trop de prévoyance. Vous vous comporterez comme si vous étiez riche comme Crésus... Votre salaire vous permettra d'assurer votre train de vie pendant quinze jours, pas davantage !



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Dans le travail, vous brillez par votre capacité à effectuer les tâches les plus fastidieuses, mais vous ne vous faites pas prier pour le faire. Vous pourriez même aider un collègue à finaliser un projet. Vous ne comptez pas vos heures. Réfléchissez à deux fois, avant de prendre la décision de changer votre mobilier ou votre voiture. Vous avez toujours envie de mieux, mais est-ce le moment idéal pour faire de grosses dépenses ? Pas sûr que les astres soient d'accord avec vous.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Vous pourrez compter sur un bon entourage professionnel. Rassuré sur le côté communication avec vos collègues, vous serez plus concentré sur votre tâche et vous recevrez de bonnes appréciations sur la qualité et le sérieux de votre travail.

Côté finances, tout sera une question de dosage entre vos rentrées et sorties d'argent. Quelques excès, quelques imprudences vous mèneront près de la catastrophe. Prendre le temps de mettre le nez sérieusement dans vos comptes serait le conseil à suivre.



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

C'est le moment d'avoir une confiance en la vie et en vous ! Un tournant inattendu peut vous tomber dessus ! La journée commence doucement et s'annonce importante. Une proposition peut vous être faite. On peut vous demander de remplacer quelqu'un !

La stabilité financière se maintient malgré des dépenses ! Vous dépensez utilement et vous faites également plaisir. Les sorties peuvent concerner un spectacle. Il y a peu d'inquiétude par rapport à l'argent. Votre situation autorise quelques écarts !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Ami Balance, vouloir est une chose, pouvoir en est une autre... Vous allez le constater aujourd'hui ! Vous devrez vous rendre à l'évidence : de tous les postes que vous visez, certains seront hors de portée, notamment vis-à-vis de vos compétences.

Que ce soit l'argent gagné par votre travail, ou par des investissements opportuns, le contenu de votre porte-monnaie va s'accroître... Bien conseillé et plein de bon sens, vous continuerez de choisir, comme placements, des valeurs refuges !



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Des collaborateurs mal intentionnés (sûrement) vous mettent la pression, dans un premier temps, vous essayez de garder votre calme, dans un deuxième temps, votre mauvaise humeur prend le dessus. Il y a de l'agitation dans l'air, cher Scorpion.

Votre gestion ne demande qu'à être renforcée. Il ne tient qu'à vous de maintenir les efforts. Ce n'est pas tout d'être gentil, vous devez refréner vos élans de générosité, dans le cas contraire, vous allez au-devant de petits soucis d'argent.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous allez être sûrement confronté à des choix à trancher, à moins qu'ils ne vous soient imposés. Quoi qu'il en soit, vous devrez faire le nécessaire pour ne pas vous retrouver dans une situation quelque peu inconfortable. Prenez des conseils si besoin.

Jupiter dans votre maison solaire Il vous fera bénéficier d'avantages très appréciables. Les conditions seront favorables, vos démarches facilitées. Certes la chance vous sourira, mais votre esprit entreprenant saura aussi forcer le destin.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

La complicité a disparu pour le moment. Les collègues envient votre situation. Cette jalousie qui arrive sème une mauvaise ambiance au sein du travail. La rivalité qui persiste apporte un moment de découragement. Vous pourriez penser à démissionner.

Prudence sur votre train de vie. Les dépenses peuvent être exagérées parce que vous craquez sur des loisirs. Séduire et vous faire du bien peut occasionner des achats d'accessoires et vestimentaires. Faites attention à ne pas acheter des produits chers.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Dans votre entreprise, un responsable pourra prendre sa retraite ou tout simplement partir ailleurs. Que vous soyez ou non son bras droit, vous serez pressenti pour le remplacer. À la surprise générale, vous direz non. Les responsabilités vous font peur.

Vous n'utiliserez pas vos sous pour vous faire plaisir. Ce sera surtout pour gâter vos proches, notamment enfants et partenaire. De toute manière, vous éprouverez beaucoup de défiance vis-à-vis de l'argent, qui reste avant tout une invention humaine...



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Auriez-vous trouvé la formule magique ? Grâce à vous et à vos petites blagues, au bureau, tout le monde est de bonne humeur. Sans faire le prétentieux, vous pouvez vous féliciter, au moins cher Poissons, vous savez mettre l'ambiance ! Apparemment vous avez de l'ambition, cher Poissons ! Dans un coin de votre tête, vous commencez à faire des plans sur la comète, nouvelle voiture ou achat d'un bien immobilier, la motivation est là ! Vous avez besoin de vous projeter.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIAO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**